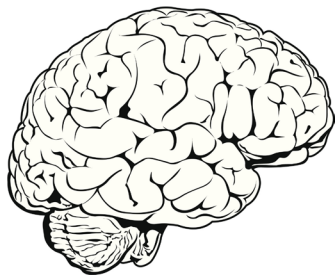


« L'objet de l'argent, c'est de fournir l'instrument social nécessaire à ce que certains soient dominés et d'autres dominants. Un argent *neutre*, qui ne fait que récompenser les justes efforts de chacun, n'existe pas. »



TOUT MAIS PAS L'INDIFFÉRENCE

QU'EST-CE QUE
L'ARGENT ?

RIEN.

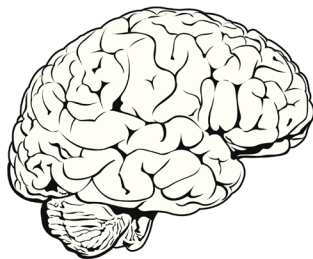
QU'EST-CE QUE
LA LUTTE DES CLASSES ?
TOUT.

LÉON DE
MATTIS (2015)

Le texte **QU'EST-CE QUE L'ARGENT ? RIEN.**
QU'EST-CE QUE LA LUTTE DES CLASSES ? TOUT
a été diffusé la première fois le 3 octobre 2015
à Montreuil (Seine-Saint-Denis) lors d'une journée
consacrée à la question « *Une société sans argent ?* ».

À découvrir également aux éditions *Tout mais pas l'indifférence* :

- *Au sujet de la « pureté »*, par Françoise Blanchon (1993)
- *Chroniques du bord de l'amer*, par Hoder (2012)
- *Groupes libertaires et pouvoir populaire : faire implorer l'anarchisme de l'intérieur*, par Rafael Uzcátegui (2010)
- *Marseillaise huée : toutes les occasions sont bonnes pour accroître le discours répressif*, par Genzô Wakabayashi (2008)
- *Premiers pas sur une corde raide*, anonyme (2014)
- *Vous avez dit Soral ?*, par Louis Simon (2015)



Novembre 2015
Tout mais pas l'indifférence
tmpli@riseup.net

**Retrouvez ces brochures, ainsi que plein d'autres,
sur infokiosques.net bien sûr !**

BIBLIOGRAPHIE

Autres écrits de Léon de Mattis :

- *Mort à la démocratie*, éditions L'Altiplano, Paris, 2007
[<http://www.laltiplano.fr/mort-a-la-democratie.pdf>]
- *État et terrorisme* (publié dans "Mauvaises intentions" n°1), 2008
[<http://www.non-fides.fr/?Etat-et-Terrorisme>]
- *Grève versus blocage*, 2011
[https://infokiosques.net/IMG/pdf/greve_vs_blocage.pdf]
- *Qu'est-ce que la communisation ?* (publié dans "SIC" n°1), 2011
[<http://sicjournal.org/quest-ce-que-la-communisation/>]
- *Crises*, éditions Entremonde, Genève, 2012
- *Les mesures communistes* (publié dans "SIC" n°2), 2014
[<http://sicjournal.org/les-mesures-communistes/>]
- Blog de Léon de Mattis
[<http://www.leondemattis.net/>]

QU'EST-CE QUE L'ARGENT ? RIEN. QU'EST-CE QUE LA LUTTE DES CLASSES ? TOUT.

Le krach financier de 2008 et la crise des dettes souveraines qui l'ont suivi ont remis la question de la monnaie au centre de l'attention du public. Mais, en même temps, la question de l'argent n'a été posée qu'à travers un prisme étroit : celui, précisément, de la dette et de la finance. On se contente de se demander quel type de monnaie est préférable. Argent-dette ou argent-marchandise ? Monnaie européenne ou monnaie nationale ? Monnaie d'État ou monnaie parallèle ? Jamais, ou presque, on ne pose la question essentielle : à quoi l'argent est-il indispensable ?

À DROITE COMME À GAUCHE, QUE DES ENNEMIS

La question qui est la plus agitée, politiquement et médiatiquement, est celle du retour aux monnaies nationales pour les pays de la zone euro. Cette option est défendue par de nombreux partis, comme le Front national en France, Aube dorée et le KKE (parti communiste) en Grèce, et a fait l'objet de la récente rupture entre la majorité de Syriza et les dissidents d'Unité populaire. Ce n'est certainement pas un hasard si, sur cette question, la gauche étatiste rejoint

l'extrême droite nationaliste. L'alliance entre Syriza et le parti des Grecs indépendants [1] ou l'appel de l'économiste Jacques Sapir, réputé proche du Front de gauche, à une alliance avec le Front national ne sont pas des accidents de parcours. Le choix du retour à une monnaie nationale s'inscrit dans une pensée qui croit voir dans l'État et, pire encore, dans la souveraineté nationale le rempart contre le capitalisme financier international. On feint d'ignorer que la souveraineté nationale, c'est d'abord la souveraineté de la bourgeoisie nationale. De manière significative, les tenants de cette politique ne parlent pas de prolétariat et de classe capitaliste mais du *peuple* et des *élites*. La dénonciation de la finance internationale, le retour à un État interventionniste, à un peuple souverain et à une monnaie nationale est le *programme commun* de l'union de l'extrême-gauche et de l'extrême-droite du capital.

Plus radicale en apparence est la défense de la monnaie alternative. L'intention, ici, est justement de se passer de l'État. Comme dans le SEL (Système d'échange local), l'objectif est d'éviter les intermédiaires et d'échanger localement entre individus. Une variante de la même idée, appliquée à Internet, permet aussi de dépasser le niveau local. Pourtant, les adeptes de la monnaie alternative – *pêche*, *sol violette* ou *bitcoin* – ignorent le plus souvent qu'ils ne font qu'accomplir le vœu du plus libéral des économistes libéraux : Friedrich August von Hayek. Ce membre de l'école dite autrichienne, qui prône un désengagement quasi total de l'État dans les interventions économiques, défend dans un texte intitulé *Denationalization of Money* et daté de 1976 [2] le projet d'une monnaie émise uniquement par des opérateurs privés. Le rôle de l'État doit se limiter à donner une définition légale de l'unité de compte : on peut remarquer d'ailleurs que c'est ce qui se passe avec les monnaies alternatives existantes puisque celles-ci sont le plus souvent à parité avec l'euro. Ensuite, toujours selon Hayek, le public pourrait choisir entre les différentes monnaies émises par les différents opérateurs privés. Les préférences iraient aux plus solides, tandis que les mauvaises monnaies seraient boudées et s'effondreraient. Ainsi disparaîtraient les manipulations monétaires et l'inflation, seules sources, selon ce capitaliste enragé, des problèmes de l'économie libérale.

Si les naïfs promoteurs de la monnaie alternative peuvent prendre pour de l'anticapitalisme ce qui est ultralibéral, et si, au bord opposé, les stupides

[1] Même si le premier ministre grec Alexis Tsipras a finalement choisi de rester dans l'euro, il a aussi choisi de rester fidèle à son alliance avec ANEL, le petit parti d'extrême droite qui le soutient depuis le début.

[2] Hayek a écrit cet opuscule précisément pour s'opposer à l'idée d'une monnaie commune européenne, dont le projet était déjà agité au cours des années 1970.

de partage et de coopération dans un monde sans argent, cela ne peut être que sur des bases très différentes de celles d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas de généraliser ce qui existe déjà, mais d'imaginer, à partir de la réalité actuelle, des rapports sociaux totalement différents.

Mais ce n'est pas parce qu'un monde sans argent est facile à imaginer qu'il est facile à faire. L'abolition de l'argent heurte les intérêts de ceux qui sont en position de dominants : les très riches, autrement dit les capitalistes et tous ceux qui vont avec. Le capitalisme se défend avec son idéologie, tant celle qui est inscrite dans la vie quotidienne que celle qui prend les formes plus classiques mais infiniment renouvelées de la propagande. Il peut se défendre aussi par son *ultima ratio* : la violence de ses forces de répression.

Enfin, ce n'est pas parce qu'un monde sans argent est facile à imaginer qu'il se réalisera tel qu'il a été imaginé. Une utopie ne se réalise jamais. Elle n'est que la projection dans le futur des désirs et des conceptions du présent. Ce n'est pas un plan, si génial soit-il, qui permet de changer un rapport social et d'abolir une institution aussi fondamentale que l'argent. C'est une pratique généralisée née dans une dynamique aussi large et partagée que possible. Jusqu'à preuve du contraire, il n'existe qu'un lieu au sein duquel une telle pratique peut encore naître : la lutte des classes.

Léon de Mattis,
octobre 2015



qu'une réforme de la finance et une refondation de l'argent le sortiraient de ses contradictions. On peut sans doute sauver l'économie, parce que sauver l'économie ne consiste jamais qu'à repousser infiniment les échéances, mais ça se fera toujours, quoiqu'il arrive, au prix de l'exploitation des prolétaires.

L'objet de l'argent, c'est de fournir l'instrument social nécessaire à ce que certains soient dominés et d'autres dominants. Un argent *neutre*, qui ne fait que récompenser les justes efforts de chacun, n'existe pas.

Cela est particulièrement vrai dans le capitalisme, parce que la valeur et l'argent sont au cœur des mécanismes de l'exploitation et de la domination. Mais cela était vrai même avant, quand le capitalisme industriel ne dominait pas la totalité du monde. Même si les rapports de production dans les mondes féodaux ou antiques n'étaient pas ceux de maintenant – la main d'œuvre servile et les rapports de domination directs et personnels y étaient la règle – l'argent, le trésor, le signe de valeur y étaient déjà la marque de la domination. Le métal précieux n'a jamais servi à autre chose qu'à montrer la puissance des uns face au dénuement des autres.

UN MONDE SANS ARGENT

Contrairement à ce qu'on affirme parfois, il est très facile d'imaginer un monde sans argent. Il suffit de prendre un peu de recul et de s'abstraire des fausses évidences de la société du capital. On pourrait même dire, sans trop exagérer, que pour une intelligence équivalente à la nôtre et qui serait dans l'ignorance du cours très particulier pris par l'histoire humaine durant ces derniers millénaires, ce serait bien plus l'existence de l'argent qui serait difficile à imaginer que son absence. C'est une idée totalement extravagante que de prétendre qu'une forme sociale aussi abstraite, dont le sens et l'origine échappent à la plupart, règne si absolument qu'il serait *naturellement* impossible de s'en passer.

Ce n'est donc pas qu'on ne peut imaginer un monde sans argent : c'est qu'on se refuse à y croire, ce qui est très différent. Tout ce qui rend un tel monde imaginable, à savoir le partage et la coopération, existe largement autour de nous, parce qu'en fait même le capitalisme ne peut pas s'en passer. Mais partage et coopération sont systématiquement sous-estimés et réinterprétés à la lumière de l'idéologie dominante, qui n'est pas qu'un discours faux sur les choses, mais aussi une manière d'être qui s'impose dans les esprits comme dans les faits. Il est vrai que dans le mode de production capitaliste rien ne peut exister en-dehors de la logique finale du rapport social. Quand il est question

gauchistes peuvent unir leur voix avec l'extrême droite pour hurler contre la finance cosmopolite, c'est bien parce qu'on ne sait plus vraiment ce qu'est le mode de production capitaliste. Le capitalisme, ce n'est pas la mainmise des banques ou de la finance sur « l'économie réelle ». Ce n'est pas l'accaparement par quelques uns du juste labeur des autres, patrons et ouvriers mélangés. Ce n'est pas l'imposition par les institutions internationales de mesures d'austérité à de pauvres États victimes. Le mode de production capitaliste est un tout : un système globalisant, dans lequel la finance joue un rôle indispensable pour tous les capitalistes, et au service duquel tous les États se mettent sans autre choix possible.

Ni le retour à une monnaie nationale ni l'usage d'une monnaie alternative ne changeraient rien à l'économie capitaliste et donc aux problèmes que ces « solutions » sont supposées régler. Ce sont les deux faces de la même pièce : il ne sert à rien de la retourner sans cesse, c'est la pièce qu'il faut jeter.

Entre l'option étatiste-autoritaire et l'option libérale-libertaire, nous n'avons pas à choisir. Dans les deux cas, il s'agit de trouver le meilleur moyen de sauver l'exploitation et les privilèges des puissants. Tant que l'argent existera, il ne pourra jamais servir d'autre but.

L'ARGENT, C'EST QUOI ?

Pour comprendre pourquoi l'argent ne peut servir qu'à la domination, encore faut-il savoir ce que c'est.

L'argent, de nos jours, c'est de la dette.

Une banque est autorisée à créer de la monnaie à condition d'avoir, en sa possession, les contreparties de cette monnaie. Ces contreparties sont pour l'essentiel des reconnaissances de dette et, parmi celles-ci, de la dette émise par les États.

Au début du XIX^e siècle, ces contreparties consistaient en un métal précieux qui était lui-même une marchandise : généralement l'or. Mais, au cours du XX^e siècle, ce qu'on a appelé « l'étalon-or » a été abandonné. Cet abandon a été très progressif. Il s'est échelonné des lendemains de la Première Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1970 : il a suivi plusieurs étapes, au cours desquelles une monnaie pouvait être adossée à une autre monnaie elle-même convertible en or.

Le problème, en effet, était de ne pas entamer la confiance que le public pouvait avoir en la monnaie. C'est la raison qui avait conduit à préférer, au début du XIX^e siècle, un système monétaire fondé sur l'or, et c'est un élément qu'il ne faut jamais perdre de vue lorsque l'on parle de la monnaie et de son éventuelle réforme. La monnaie est une institution sociale qui ne fonctionne que si on y croit. L'histoire regorge de ces moments de débâcle où la monnaie ne vaut plus rien parce que les utilisateurs s'en détournent : en France, ce sont les billets de banque de Law ou les assignats. Pour croire en la monnaie, il faut que je sois persuadé qu'elle vaudra toujours quelque chose et que le commerçant ou le particulier me prendront bien mon billet ou ma pièce en échange du produit dont j'ai besoin. Au XIX^e siècle, pour que cette confiance existe, il fallait le mythe de l'or. Au début du XXI^e siècle, ce n'est plus nécessaire : deux siècles de fonctionnement sans catastrophe majeure dans les grands pays capitalistes ont convaincu le public de la solidité de la monnaie. Pourtant, une telle solidité n'est jamais acquise, et les banquiers centraux, eux, n'ont pas oublié cette fragilité qu'ils n'ont aucun intérêt à rappeler.

Si l'argent peut aujourd'hui être de la dette, c'est parce que la confiance, fondée sur le fonctionnement permanent du système, le permet. Ce serait pourtant une grande erreur de croire que l'argent n'est que virtuel et que les États pourraient en créer autant qu'ils veulent [3]. Créer autant d'argent qu'on veut serait, dans un système marchand, engendrer de l'inflation et, à terme, risquer un effondrement de la monnaie. La valeur de la monnaie, même adossée à de la dette d'État, n'est en rien arbitraire. Elle dépend de la valeur qui circule dans l'économie capitaliste, laquelle repose, *in fine*, sur le travail exploité des prolétaires. Les États ont les moyens coercitifs nécessaires à la ponction d'une partie de cette valeur économique par la fiscalité : c'est la raison pour laquelle la dette qu'ils émettent peut garantir la valeur de la monnaie.

La plupart du temps, les États remboursent leurs dettes, et ce n'est que très exceptionnellement qu'on les autorise à négocier une réduction de celles-ci en échange d'une austérité drastique. Ce n'est pas là une question morale ou symbolique, contrairement à ce qu'on entend parfois : c'est une question de système capitaliste. Si on permet trop facilement aux États de ne pas rembourser leurs dettes, la confiance dans la monnaie disparaîtra. Celle-ci ne

[3] De même, il serait absurde de croire que parce que l'argent existe principalement sous une forme scripturale, et même numérique, comme un chiffre sur l'ordinateur d'une banque, il est virtuel. L'argent est un phénomène social tout à fait objectif, et qui repose même sur ce qu'il y a de plus objectif dans le rapport social capitaliste : l'économie.

vaudra plus rien et le capitalisme non plus. L'État ne joue pas du tout ici le rôle d'un garant de l'intérêt général [4] ou d'on ne sait quelle autre faribole. Il est un agent économique, une part du mode de production capitaliste.

L'État ne joue le plus souvent aucun rôle souverain pour imposer une valeur à la monnaie. On a déjà essayé une telle politique dans l'histoire. Elle peut fonctionner pendant un temps : on a alors affaire à une économie capitaliste fermée qui tourne sur elle-même. Telle était l'économie de l'URSS et des pays du bloc dit communiste, qui étaient des pays de capitalisme d'État [5]. La monnaie y avait la valeur que l'État fixait autoritairement. Mais un jour ou l'autre l'économie se venge et le capitalisme libéral et marchand reprend ses droits, même s'il lui faut soixante-dix ans pour ça.

La monnaie garantie par la dette d'État est une monnaie garantie par une valeur à produire, et non par une valeur déjà produite comme dans le cas de la monnaie-marchandise. Mais en fait il en a été ainsi dès les débuts du capitalisme. Même quand la monnaie était une marchandise, elle était déjà adossée à la valeur à extirper du travail des prolétaires. Il n'y a pas de différence substantielle entre l'argent-dette d'aujourd'hui et l'argent-marchandise d'hier, entre la finance d'aujourd'hui et la finance d'hier.

Il est vrai que, depuis les années 1970, le secteur financier a connu une extension importante à la faveur des réformes néolibérales menées à partir de cette époque. C'est à la même période, et ce n'est pas un hasard, que la convertibilité de la monnaie en or a été totalement abandonnée. Mais c'est une grossière erreur de croire que le rôle de la finance est *la cause* de la crise du capitalisme. En réalité, le développement de la finance est *un effet* de la crise de valorisation qu'a connu le mode de production capitaliste depuis une quarantaine d'années : et c'est même ce qui a sans doute permis de la contenir. Mais dans le capitalisme, la crise est un phénomène permanent et les remèdes à la crise précédente sont les causes de la crise suivante. La finance est à la fois la solution et le problème du capitalisme d'aujourd'hui : il est vain de croire

[4] L'État n'est le garant de l'intérêt général que dans l'idéologie citoyenne. Dans la réalité, il est le garant de l'intérêt des dominants, pris soit dans leur ensemble – et il joue alors un rôle d'arbitrage entre eux –, soit d'une fraction de ceux-ci.

[5] Je ne vais pas rentrer dans le détail de la démonstration, qui consiste à prouver que les pays à économie planifiée et administrée (URSS et bloc soviétique ou Chine) étaient des pays de capitalisme d'État et non des pays « socialistes ». Je dirai simplement une chose : comment expliquer qu'un pays comme la Chine soit passé si rapidement d'une économie « socialiste » à une économie capitaliste si les deux formes n'étaient pas fondamentalement identiques ?